

cogena
Compagnie Générale d'Audit

605, Rue Saint Fuscien
BP 50067
80008 AMIENS CEDEX 3

Téléphone : 03 22 33 60 60
Télécopie : 03 22 33 60 70

Commissariat aux comptes
Expertise comptable

FRANCE VICTIMES 60

20 boulevard St Jean
60000 BEAUVAIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport sur les comptes annuels

Rapport spécial sur les conventions réglementées

605, Rue Saint Fuscien
BP 50067
80008 AMIENS CEDEX 3

Téléphone : 03 22 33 60 60
Télécopie : 03 22 33 60 70

FRANCE VICTIMES 60
Association
Siège social à BEAUVAIS (60000) – 20 boulevard St Jean
- SIREN 800 157 646-

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE VICTIMES 60 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

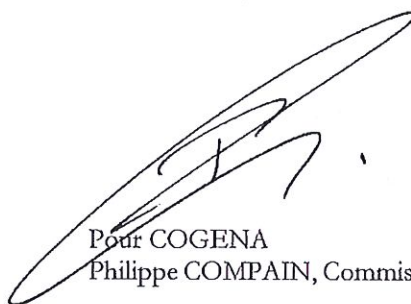
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Amiens, le 12 mai 2025

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke.

Pour COGENA
Philippe COMPAIN, Commissaire aux Comptes

ANNEXE**Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

FRANCE VICTIMES - FV60

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF

	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024		01/01/2023 au 31/12/2023	
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	15 829,01	14 771,55	1 057,46	1 824,13
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	327,69		327,69	327,69
TOTAL (I)	16 156,70	14 771,55	1 385,15	2 151,82
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	33 468,18		33 468,18	37 776,88
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	752 590,14		752 590,14	734 308,35
Charges constatées d'avance	3 366,92		3 366,92	3 207,76
TOTAL (II)	789 425,24		789 425,24	775 292,99
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	805 581,94	14 771,55	790 810,39	777 444,81



BILAN PASSIF

FRANCE VICTIMES - FV60

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	138 044,23	138 044,23
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	361 947,40	337 787,60
Excédent ou déficit de l'exercice	14 446,93	24 159,80
<i>Situation nette (sous total)</i>	514 438,56	499 991,63
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	514 438,56	499 991,63
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	69 279,00	80 419,00
TOTAL (II)	69 279,00	80 419,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	63 563,52	52 912,00
Provisions pour charges	21 194,83	25 000,00
TOTAL (III)	84 758,35	77 912,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 151,02	17 846,66
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	103 183,46	101 275,52
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	122 334,48	119 122,18
(V)		
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	790 810,39	777 444,81

COMPTE DE RÉSULTAT

FRANCE VICTIMES - FV60

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Du 01/01/24
au 31/12/24

Du 01/01/23
au 31/12/23

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	5 689,62	12 666,77
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	737 135,27	710 786,51
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	3 000,00	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	11 140,00	-10 019,00
Contributions financières	38 904,00	48 665,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 805,17	-370,72
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	33,74	370,53
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	799 707,80	762 099,09

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	123 498,57	142 492,69
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	23 869,71	20 732,40
Salaires et traitements	480 395,26	455 370,77
Charges sociales	157 965,67	141 012,13
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	766,67	1 162,30
Dotations aux provisions	10 651,52	10 169,17
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	27,18	326,46
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	797 174,58	771 265,92
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	2 533,22	-9 166,83

PRODUITS FINANCIERS

De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	14 531,71	12 556,12
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	14 531,71	12 556,12

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
Intérêts et charges assimilées	
Différences négatives de change	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	

TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)

RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)

14 531,71 12 556,12